



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/45/770  
21 novembre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session  
Point 48 de l'ordre du jour

### NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN TRAITE D'INTERDICTION COMPLETE DES ESSAIS NUCLEAIRES

#### Rapport de la Première Commission

Rapporteur : M. Latévi Modem LAWSON-BETUM (Togo)

#### I. INTRODUCTION

1. La question intitulée "Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires" a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 44/107 de l'Assemblée, datée du 15 décembre 1989.
2. A sa 3e séance plénière, le 21 septembre 1990, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire la question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Première Commission.
3. A sa 2e séance, le 9 octobre 1990, la Première Commission a décidé de tenir un débat général sur les questions de désarmement qui lui avaient été renvoyées, à savoir les points 45 à 66 de l'ordre du jour. A sa 4e séance, le 16 octobre, la Première Commission a décidé d'examiner conjointement avec d'autres questions de désarmement le point 155 de l'ordre du jour, qui avait été renvoyé à la Première Commission comme suite à une décision prise par l'Assemblée générale à sa 30e séance plénière, le 15 octobre. L'examen de ces questions a eu lieu entre la 3e et la 23e séance, du 15 au 30 octobre (voir A/C.1/45/PV.3 à 23). L'examen des projets de résolutions concernant ces questions et les décisions y relatives sont intervenus entre la 24e et la 39e séance, du 2 au 16 novembre (voir A/C.1/45/PV.24 à 39).
4. Pour l'examen du point 48 de l'ordre du jour, la Première Commission était saisie des documents ci-après :
  - a) Lettre datée du 15 juin 1990, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents du Chili, de la Colombie, de l'Equateur et du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies, et transmettant le texte de la déclaration publiée par le secrétariat général de la Commission permanente du Pacifique Sud le 3 juin 1990 (A/45/314);

b) Lettre datée du 9 juillet 1990, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents du Chili, de la Colombie, de l'Equateur et du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies, et transmettant le texte de la déclaration publiée par le secrétariat général de la Commission permanente du Pacifique Sud le 27 juin 1990 (A/45/339);

c) Lettre datée du 11 juillet 1990, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents du Chili, de la Colombie, de l'Equateur et du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies, et transmettant le texte de la déclaration publiée par le secrétariat général de la Commission permanente du Pacifique Sud le 6 juillet 1990 (A/45/352);

d) Lettre datée du 19 septembre 1990, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Egypte auprès de l'Organisation des Nations Unies, et transmettant le texte des documents adoptés par la dix-neuvième Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, tenue au Caire du 31 juillet au 5 août 1990 (A/45/421-S/21797);

e) Lettre datée du 12 octobre 1990, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/C.1/45/3).

## II. EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION A/C.1/45/L.41

5. Le 31 octobre, l'Australie, l'Autriche, les Bahamas, la Barbade, le Brunéi Darussalam, le Cameroun, le Canada, la Colombie, le Costa Rica, le Danemark, Fidji, la Finlande, les Iles Salomon, l'Irlande, l'Islande, le Japon, la Malaisie, le Nigeria, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, le Samoa, Singapour, la Suède, la Tchécoslovaquie, la Thaïlande, Vanuatu et le Zaïre ont soumis un projet de résolution intitulé "Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires" (A/C.1/45/L.41), auquel se sont joints ultérieurement la Hongrie et le Suriname. Le projet de résolution a été présenté par le représentant de l'Australie à la 38e séance, le 16 novembre.

6. A sa 39e séance, le 16 novembre, la Commission a procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.1/45/L.41 et l'a adopté par 122 voix contre 2, avec 6 abstentions (voir par. 7). Les voix se sont réparties comme suit :

<u>Ont voté pour :</u>	Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït,
------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Lesotho, Liban, Libéria, Liechtenstein, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique, France.

Se sont abstenus : Argentine, Brésil, Chine, Inde, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

### III. RECOMMANDATION DE LA PREMIERE COMMISSION

7. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

#### Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires

L'Assemblée générale,

Convaincue qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et doit être à jamais exclue,

Convaincue également qu'il faut donc mettre d'urgence un terme à la course aux armements nucléaires, assurer dans l'immédiat une réduction vérifiable de ces armements et les éliminer à terme,

Convaincue en outre qu'il est indispensable que tous les Etats cessent à tout jamais les essais nucléaires dans tous les milieux pour empêcher la mise au point, le perfectionnement et la prolifération des armes nucléaires et contribuer, parallèlement aux autres efforts déployés pour réduire les armements nucléaires, à l'élimination définitive de ces armes,

Notant les inquiétudes exprimées au sujet des risques que les essais nucléaires souterrains représentent pour l'environnement et la santé,

Constatant qu'il y a eu accord, consacré par leur signature à Washington, le 1er juin 1990, sur les Protocoles de vérification du Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires 1/, signé le 3 juillet 1974, et du Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur les explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques 2/, signé le 28 mai 1976, et attendant avec intérêt la conclusion de tous les processus de ratification,

Se félicitant que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques continuent d'appliquer leur Traité sur l'élimination de leurs missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée 3/ et qu'ils aient encore progressé vers la conclusion d'un premier traité portant réduction sensible de leurs forces nucléaires stratégiques, déjà décidée en principe, et les engageant vivement à conclure ce traité au plus tôt,

Rappelant le Document final sur la sécurité internationale et le désarmement adopté par la neuvième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Belgrade du 4 au 7 septembre 1989 4/,

Rappelant aussi les propositions des auteurs de l'Initiative des six nations 5/ visant à faire cesser les essais nucléaires,

Convaincue que le meilleur moyen de faire cesser à tout jamais tous les essais nucléaires de tous les Etats dans tous les milieux est de conclure sans tarder un traité d'interdiction complète des essais nucléaires qui soit vérifiable et puisse recueillir l'adhésion de tous les Etats,

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément No 27 (A/9627), annexe II, document CCD/431.

2/ Annuaire des Nations Unies sur le désarmement, vol. I : 1976 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.IX.2), appendice III.

3/ Ibid., vol. 12 : 1987 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.88.IX.2), appendice VII.

4/ Voir A/44/551-S/20870, annexe.

5/ Voir la Déclaration commune publiée le 22 mai 1984 par les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède (A/39/277-S/16587, annexe; pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-neuvième année, Supplément d'avril, mai et juin 1984, document S/16587, annexe), réaffirmée dans la Déclaration de Delhi publiée le 28 janvier 1985 (A/40/114-S/16921, annexe; pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarantième année,

(suite de la note page suivante)

/...

Réaffirmant les responsabilités particulières de la Conférence du désarmement dans la négociation d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires et se félicitant à cet égard de la reconstitution, au sein de la Conférence du désarmement, d'un comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires,

Prenant note des travaux entrepris, dans le cadre de la Conférence du désarmement, par le Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, et notamment du déroulement du second essai technique concernant l'échange et l'analyse de données sismologiques à l'échelle mondiale,

Notant qu'une conférence des Etats parties au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau <sup>6/</sup> se tiendra en janvier 1991 pour examiner un amendement visant à étendre le Traité aux essais nucléaires souterrains,

1. Réaffirme sa conviction qu'un traité permettant d'assurer à tout jamais l'interdiction de toutes les explosions nucléaires expérimentales par tous les Etats dans tous les milieux revêt la plus haute importance;

2. Prie instamment la Conférence du désarmement, pour qu'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires puisse être conclu à une date prochaine, de reconstituer, au début de sa session de 1991, le Comité spécial sur l'interdiction des essais nucléaires, avec mission de poursuivre les travaux entrepris par la Conférence en 1990 en se concentrant sur l'examen au fond des questions spécifiques et interdépendantes soulevées par l'interdiction des essais, y compris la structure et la portée aussi bien que la vérification et le respect des obligations;

3. Prie instamment aussi la Conférence du désarmement :

a) De prendre en considération, à cet égard, les progrès réalisés par le Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner les mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, notamment ses travaux sur l'échange régulier et l'utilisation des tracés sismiques, ainsi que les autres initiatives prises ou expériences menées dans ce domaine par des Etats et groupes d'Etats;

---

(suite de la note 5/)

Supplément de janvier, février et mars 1985, document S/16921, annexe), la Déclaration de Mexico publiée le 7 août 1986 (A/41/518-S/18277, annexe I), la Déclaration de Stockholm publiée le 21 janvier 1988 (A/43/125-S/19478, annexe) et la Déclaration publiée le 22 mai 1989 à l'occasion du cinquième anniversaire du lancement de l'Initiative des six nations (A/44/318-S/20689, annexe).

<sup>6/</sup> Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 480, No 6964.

b) D'encourager les Etats à participer aussi largement que possible à l'essai technique en cours sur l'échange et l'analyse de données sismologiques à l'échelle mondiale;

c) D'entreprendre immédiatement de créer, avec la participation la plus large possible, un réseau international de surveillance sismique, en vue de renforcer un système permettant de suivre et vérifier l'application effective d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires;

d) D'envisager dans le détail d'autres moyens de suivre et vérifier l'application d'un traité de ce genre, notamment des inspections sur place et un réseau international de surveillance de la radioactivité atmosphérique;

4. Demande instantanément :

a) Que les Etats dotés d'armes nucléaires, en particulier ceux qui possèdent les arsenaux nucléaires les plus importants, conviennent promptement de mesures intérimaires appropriées, vérifiables et militairement importantes, en vue de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires;

b) Que les Etats dotés d'armes nucléaires qui ne l'ont pas encore fait adhèrent au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau;

5. Demande à la Conférence du désarmement de lui présenter un rapport, à sa quarante-sixième session, sur les progrès accomplis;

6. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-sixième session la question intitulée "Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires".

-----